

# ET MAINTENANT ?



© DR  
**Marcel Grignard,**  
président de  
Confrontations  
Europe

**N**ous souhaitons que les Britanniques restent dans l'Union européenne mais respectons leur choix. Le Brexit affaiblit un peu plus une Union menacée par les crises à répétition mais les partisans d'une refondation, dont nous faisons partie, sont nombreux. Le besoin de réconcilier l'Europe et les citoyens, de répondre aux enjeux de sécurité, des migrations, de la croissance économique sont une priorité mais le contenu des politiques et la manière de refonder le processus européen ne font consensus ni au niveau national ni entre les États membres. Le débat est mal posé alors que les citoyens devraient pouvoir s'exprimer et dire : « voilà ce que nous

voulons faire ensemble et pourquoi et comment ». Ce qui, au passage, n'a pas été la question posée par le référendum britannique.

Le référendum sur le Brexit met en évidence deux grandes caractéristiques qui pour l'essentiel ne sont pas spécifiquement britanniques. D'une part, il illustre les multiples fractures (générationnelles, sociales, géographiques...) entre ceux qui trouvent des opportunités dans le monde qui s'ouvre et les laissés-pour-compte. D'autre part, il confirme l'ampleur de la crise du politique qui mine nos démocraties occidentales : un débat où les intérêts partisans et de court terme l'emportent sur ceux du pays et de ses citoyens, et qui alimente les peurs au lieu de faire la pédagogie de la complexité des enjeux. Et *in fine*, des leaders partisans du « in » non suivis par leurs électeurs, et des leaders du « out » qui se dédisent au lendemain de leurs victoires.

Fragmentation de nos sociétés et défiance vis-à-vis des responsables politiques et des élites ne sont pas étrangères à la crise de l'Union européenne. Pour en sortir, il faut distinguer ce qui est urgent et relève de la responsabilité immédiate de nos dirigeants et des institutions européennes de ce qui doit faire l'objet d'une refondation. Celle-ci n'a aucune chance d'aboutir si la société civile et les citoyens n'y sont pas associés. L'urgence est de répondre aux questions de sécurité (internes et externes à l'Union), aux enjeux économiques et sociaux et à l'accueil et l'insertion des migrants. Refonder Schengen n'est pas hors de portée si les États membres font l'effort de comprendre le point de vue des autres et se donnent les moyens de se faire confiance. La question économique et sociale est plus problématique. Améliorer l'environnement économique se heurte à des intérêts nationaux contradictoires. Les dépasser nécessite du temps et du pragmatisme. Mais le « Plan Juncker » pour les investissements est à l'œuvre. L'améliorer pour en faire un moyen de dynamiser les secteurs industriels stratégiques et les territoires les plus en difficultés est possible. Il faudra y ajouter une bonne dose d'investissement dans le capital humain - on ne peut ignorer que les choix de repli sont alimentés par le sous-emploi et les inégalités.

Il faut parallèlement enclencher le processus de refondation associant acteurs économiques, sociaux, associatifs, et citoyens et, ce, dans une double dimension : nationale et européenne. Si répondre à la question « Que voulons-nous faire ensemble pour mieux assurer notre avenir face aux défis qui nous sont communs ? » est centrale, il faut tout autant travailler aux moyens de mieux se connaître et se comprendre, de concilier nos cultures et de bâtir une identité européenne dont nous soyons fiers. 

## LIBRE PROPOS

p. 4 Nous sommes tous responsables  
par Philippe Herzog

## REFONDER L'UNION EUROPÉENNE

- p. 6 Post-Brexit, l'UE en désordre de bataille,  
par Sir Graham Watson
- p. 7 Post-Brexit : en finir avec le temps  
de l'expectative, par Martin Koopmann
- p. 8 Le couple franco-allemand au pied du mur,  
par Marcel Grignard
- p. 9 Zone euro et Union européenne : le jour d'après,  
par Carole Ulmer
- p. 10 Dette grecque : l'insoutenable  
légèreté des créanciers,  
par Christophe Destais
- p. 12 L'Europe a besoin de mariages,  
par Alain Berger

## TROISIÈME CERCLE

- p. 13 Accord UE-Turquie : l'Europe doit prendre ses  
responsabilités à long terme, par Elizabeth Collett
- p. 14 Une politique de sécurité énergétique à définir,  
par Catherine Locatelli
- p. 15 La Russie, un partenaire énergétique  
incontournable, par Denis Simonneau
- p. 16 Proposer à nos voisins un partenariat de  
stabilité et de prospérité, par Vincent Aussilloux

## CONJONCTURE

- p. 18 Pas de printemps pour le commerce mondial,  
par Sébastien Jean
- p. 20 TTIP : la bataille de l'accès aux marchés publics,  
par Patrick Messerlin

## INVESTISSEMENT DE LONG TERME

- p. 22 Une réponse politique à l'onde de choc,  
par Anne Macey
- p. 24 La déclinaison du Plan Juncker sur les territoires,  
par Laurent Zylberberg
- p. 25 Vers une transition énergétique « complète »,  
par Karsten Löffler et Matthias Seewald

## ÉNERGIE

- p. 26 Accord de Paris : la route sera longue,  
par Michel Cruciani

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

- p. 28 La situation problématique des banques italiennes,  
par Silvia Merler

## PENSER L'EUROPE

- p. 29 Pour un nouveau récit européen  
par Antoine Arjakovsky

## VIE DE L'ASSOCIATION

- p. 30 De nouveaux statuts pour Confrontations Europe,  
par Marcel Grignard

## CONFRONTATIONS EUROPE LA REVUE

Fondée par Philippe Herzog et Claude Fischer. Directeurs de la publication : Marcel Grignard et Anne Macey • Rédactrice en chef : Clotilde Warin • Correctrice : Elisabeth Guillaut • Iconographie : Nina Altmejd • Comité de rédaction : Marie-France Baud, Irina Boulin-Ghica, Katarina Cirodde, Jacky Fayolle, Olivier Fréget, Marcel Grignard, Philippe Herzog, Anne Macey, Thierry Philipponnat, Robin Rivaton, Carole Ulmer, Jérôme Vignon, Clotilde Warin.  
227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris. Tél. : 00 33 (0) 1 43 17 32 83.  
Fax : 00 33 (0) 1 45 56 18 86. Courriel : [confrontations@confrontations.org](mailto:confrontations@confrontations.org).  
Internet : [confrontations.org](http://confrontations.org) • Commission paritaire n° 0419 P 11196. N° ISSN : 1955-7337 • Réalisation : C.A.G., Paris. Imprimé en France. Illustration de couverture : © Justin Tallis / AFP.